



Systeme de Solidarité (SOS)

Le **Systeme de solidarité (SOS)** est un moyen d'exploiter la voix collective du Réseau-DESC - par le biais de pétitions en ligne, de lettres collectives, de diffusion par le biais de réseaux sociaux et de médias traditionnels et par le partage de ressources et d'outils- afin d'accroître la protection des défenseurs des droits humains (DDH) menacés et d'empêcher les violations imminentes des droits humains.

Objectifs actuels

- Exploiter la voix collective, l'expertise et l'accès à l'adhésion du Réseau-DESC afin de répondre aux menaces urgentes à l'encontre des défenseurs des droits humains par le biais de lettres collectives, de pétitions lancées par les membres, en impliquant les médias et en collaborant avec les mécanismes internationaux de protection des droits humains;
- Empêcher les graves violations des droits humains en coordonnant des manifestations de solidarité internationale et une action collective efficace;
- Approfondir davantage l'analyse et la pratique des institutions internationales, des experts et des mécanismes de protection fondés sur l'expérience et les points de vue des membres du Réseau-DESC concernant les types spécifiques de menaces auxquelles sont confrontés les DDH travaillant à la progression des DESC; et
- Aller progressivement au-delà des actions urgentes de solidarité en réaction aux menaces et aux attaques, afin de faciliter les approches collectives pour faire face aux conditions et aux forces sous-jacentes rendant le plaidoyer et le militantisme du Réseau-DESC dangereux pour de nombreux membres du réseau.

Impacts 2013-2016

- Des déclarations collectives par les membres du Réseau-DESC ont contribué à la libération de sept défenseurs des droits humains au Cambodge, du leader communautaire mexicain Marco Antonio Suástegui et d'Hossam Bahgat qui est ensuite devenu président du conseil du Réseau-DESC, suite à leurs détentions respectives en 2015.
- Une forte réponse internationale à l'assassinat du leader communautaire de base sud africain, Thuli Ndlovu, a été suivie d'un procès rapide contre les auteurs en janvier 2016.
- Suite à la disparition forcée en janvier 2016 et la détention qui a suivi du membre du conseil, Saeed Baloch, au Pakistan, une large solidarité internationale coordonnée par le Réseau-DESC a contribué à sa libération de prison le 3 août.
- Sept leaders communautaires de base autochtones, qui étaient détenus depuis plus d'un an à cause de leurs activités de défense de leurs territoires au Guatemala contre des projets d'exploitation minière, ont été libérés le 22 juillet 2016, suite à une lettre collective, une pétition et une campagne sur les réseaux sociaux.
- Le responsable syndical Renante Gamara des [Philippines](#), a été libéré de prison le 17 août -après avoir passé plusieurs années en détention à cause de ses activités de défense des droits humains- suite à un tollé général et plusieurs initiatives de plaidoyer du Réseau-DESC.
- Par le biais de relations renforcées avec les médias, les experts et les mécanismes internationaux dont le consortium ProtectDefenders.eu, les membres du Réseau-DESC ont accès

à une gamme diverse d'outils, de ressources et de voies de soutien pour renforcer leur sécurité et protection.

Activités : Nouveaux enjeux et synergies potentielles

Depuis le dernier trimestre 2015, le Réseau-DESC a été témoin d'une augmentation prononcée de la fréquence, la sévérité et, à plusieurs reprises, la complexité des menaces auxquelles sont confrontés les DDH. Cela semble être dû, en partie, à la clôture progressive d'espace politique par le biais de l'adoption et l'application de lois en lien avec la lutte anti-terrorisme, la sécurité nationale le financement étranger et l'enregistrement des ONG, mais aussi aux accusations criminelles sans fondements portées contre les DDH, aux campagnes de diffamation, aux menaces contre la sécurité digitale et à l'incapacité générale à assurer un environnement favorable à la promotion et à la défense des droits humains. Lorsque le groupe de travail du Réseau-DESC sur les mouvements sociaux a discuté de ces tendances, les membres ont souligné que les conditions économiques actuelles poussent de plus en plus de communautés à résister à la dépossession et à défendre leurs droits, ce qui aboutit souvent à ces différentes formes de répression. Dans plusieurs pays, les membres ont aussi observé des discours à caractère politique favorisant la peur et la division. Les DDH faisant la promotion de la responsabilité des entreprises, de la mise en oeuvre de décisions juridiques et des droits des femmes -particulièrement en lien avec la terre et les ressources naturelles- font partie des plus profondément affectés, tel que le prouve le nombre croissant de cas soumis au SOS par ces groupes de travail thématiques. Pour répondre à ces menaces immédiates, le SOS offre des formations sur la sécurité et la protection des DDH lors de réunions internationales de plusieurs groupes de travail tout en invitant les membres principaux des groupes de travail à formuler des appels urgents et d'autres formes de réponses rapides. Cette analyse venant du SOS façonne les discussions sur le plaidoyer au sein de plusieurs groupes de travail, examinant la façon dont le réseau pourrait évoluer de manière proactive au-delà de la solidarité pour commencer à affronter les causes sous-jacentes qui stimulent les préoccupations concernant les droits humains, incitant les DDH à agir.

Membres

Le SOS est un avantage pour tous les membres du Réseau-DESC ainsi que leurs partenaires. Actuellement, le SOS est contrôlé par un Groupe consultatif composé de membres, qui compte actuellement des représentants de Defend Job (Philippines), FORUM-ASIA (Thaïlande), OMCT (Suisse/Belgique), Consejo de Pueblos Wuxhtaj (Guatemala), Front Line Defenders (Irlande), ProDESC (Mexique) et Just Associates. Ces membres sont régionaux mais représentent aussi des travaux à l'échelle mondiale; deux des membres sont des mouvements sociaux.